mouvement unitaire progressiste

République française

Haute-Garonne

ÉLECTIONS SÉNATORIALES DU 28 SEPTEMBRE 2014



*De gauche à droite : J-J. Ramberg, Marie de los Reyes, **Sébastien Nadot (tête de liste)**, Sylvia Skoric, Charles Hue, Mina Djebaïli, Ph. Ribeiro-Dauriac*

"Nous sommes la Gauche libre et progressiste"

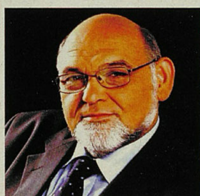
Chères grandes électrices, chers grands électeurs,

Comme vous, nous sommes attachés à la vie de nos communes, de nos territoires, à la démocratie et à la proximité citoyenne. Comme beaucoup d'entre vous, nous voulons faire face à la droite conservatrice et l'extrême droite qui gagne du terrain sur nos territoires. Comme vous, nous voulons incarner une gauche solidaire, volontariste et combattante, fière de ses valeurs républicaines et laïques.

Si comme des millions de Françaises et de Français notre mouvement a soutenu dès 2012 la majorité présidentielle, nous voulons en toute lucidité affirmer notre position critique mais constructive au regard des orientations du gouvernement. Il est impératif que le cap politique actuel intègre un souffle social significatif en matière de pouvoir d'achat, de minima sociaux et de retraites. Non seulement, cela ne romprait pas les équilibres nécessaires à la relance économique mais stimulerait celle-ci.

Les derniers scrutins en Haute-Garonne – municipales et européennes – ont révélé des stratégies politiciennes dévastatrices auxquelles nous ne voulons pas assister une nouvelle fois. Nous pensons que pour porter un projet progressiste en Haute-Garonne, il est devenu indispensable de faire la politique autrement, au plus près des gens, comme déjà, nombre d'entre-vous s'efforcent de s'y engager. En effet, notre démocratie réclame aujourd'hui d'inventer et de mettre en œuvre des solutions aux problèmes concrets toujours plus nombreux.

Nous faisons le pari du progrès social et humain, lequel suppose que l'usage de notre liberté est guidé en permanence par l'intérêt général. C'est dans ce sens que nous voulons un Sénat représentatif de la réalité vivante de nos collectivités et porteur d'une réforme territoriale respectueuse de nos identités locales.



Le mot de Robert Hue, initiateur du Mouvement Unitaire Progressiste

Sénateur, Vice-président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat.

« Parce qu'il ne faut pas hésiter à faire confiance à une nouvelle génération citoyenne attachée au progrès, à l'écologie et à une gauche renouvelée, j'appelle à faire confiance à la liste des progressistes conduite par mon ami toulousain Sébastien Nadot ».

Notre équipe est soudée autour de valeurs et d'un projet progressiste résolument tourné vers l'avenir



Sébastien NADOT, 42 ans, délégué régional Midi-Pyrénées du Mouvement Unitaire Progressiste (MUP).
Je suis né à Fleurance dans le Gers. Ma grand-mère maternelle fut la première femme élue au conseil municipal de la ville lors des élections de 1946.
Actuellement professeur agrégé d'éducation physique et sportive au Lycée Stéphane Hessel à Toulouse, je suis également titulaire d'un doctorat en histoire délivré par l'EHESS Paris.

Sylvia SKORIC, 34 ans, chef de service à l'EPIDE (Etablissement Public d'Insertion de la Défense), sous triple tutelle des ministères de l'Emploi, de la Ville et de la Défense. L'EPIDE est en charge de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en grande difficulté.
Par ailleurs, je suis réserviste dans la Marine Nationale - Lieutenant de vaisseau - que j'ai intégré suite à des études supérieures en relations internationales.

C'est à la mesure de nos engagements que nous souhaitons être jugés dans notre action politique

Défendre les valeurs de la République

Récemment, les avatars de la scène politique nationale relayés par un emballement médiatique excessif ont parfois entaché les valeurs de la République.
La liberté, la justice, la fraternité fondent notre volonté politique et nous nous engageons à les défendre avec conviction, courage et détermination.

Infléchir la réforme territoriale en cours

- **Une réforme nécessaire** : « Notre organisation territoriale a vieilli et les strates se sont accumulées » avait expliqué à juste titre le chef de l'État en juin dernier. Les députés ont adopté le premier volet de la réforme territoriale avec notamment une nouvelle carte de France, faisant passer le nombre de régions en métropole de 22 à 13. Le second volet viendra modifier la répartition des compétences entre les différentes collectivités et l'État.
- **Des désaccords sur la méthode** : les élus locaux doivent être consultés. Une démarche verticale imposée d'en haut nous parait contraire à l'esprit d'un nouvel acte de décentralisation qui devrait reposer sur une concertation avec l'ensemble des représentants des collectivités.
- **De fortes inquiétudes** : la réforme ne semble pas prévoir le cas des départements comme la Haute-Garonne qui connaissent à la fois une grande métropole et une composante rurale importante.

Par ailleurs, nous serons vigilants pour nous opposer à toutes tentatives de transfert de compétences de l'État vers les collectivités sans transfert de dotation.

Etre solidaire avec le monde rural

La réduction progressive du périmètre de l'État ne doit pas se traduire par une baisse de la **qualité des services publics** dans les territoires ruraux.
Les dispositifs d'**accompagnement économique des PME** feront également l'objet de notre attention tant celles-ci sont essentielles pour le dynamisme des territoires ruraux.

Améliorer le quotidien des élus

Le **choc de simplification** administratif annoncé en 2013 doit trouver sa déclinaison locale pour faciliter le travail des élus qui bénéficient parfois d'un soutien logistique, juridique et administratif très limité.
Enfin, corrélativement à la mise en œuvre du non cumul des mandats que nous approuvons, les travaux du Sénat déjà engagés doivent se poursuivre pour aboutir à un **véritable statut des élus**.